

# LES PETITES AFFICHES

MERCREDI 13 MARS 2019

Journal fondé en 1925 - N° 5390

Siège social  
10, rue Albert-1<sup>er</sup> - 64100 BAYONNE  
Marie-Hélène LAGIÈRE, Directrice

Annonces Légales / Marchés Publics

☎ : 05 59 59 05 02 - 05 59 59 30 26  
📠 : 05 59 59 84 58

Mél : [direct@petites-affiches-64.com](mailto:direct@petites-affiches-64.com)

Site : [www.petites-affiches-64.com](http://www.petites-affiches-64.com)

Parution chaque mercredi  
Abonnement annuel : 32,00 €

1,10 €

## du Pays Basque et des Pyrénées~Atlantiques

Annonces légales

Hebdomadaire D'ACTUALITÉS LOCALES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES

Marchés publics

OFFICIELLEMENT HABILITÉ PAR LA PRÉFECTURE DE PAU À PUBLIER LES ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES DANS LE DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (64) - ISSN : 1273-1153

### Sommaire

MOUVEMENT SOLIDAIRE :

- Gaspillage alimentaire, quand les étudiants montent au créneau



> page 26

HAUR ERI :

- Les faiseurs de rêves



> page 22

Annonces légales et judiciaires / Marchés Publics /  
Veille commerciale

> pages 6 à 20

Actualités locales, économiques et juridiques

JURISPRUDENCE :

- Licenciement disciplinaire > page 2

PARITÉ :

- Publication de l'index égalité hommes-femmes en ligne ? > page 2

TERRITOIRES :

- Les élus au numérique prennent leurs mégaphones  
Les élus locaux appellent l'État à résorber la fracture de l'accès au très haut débit. > page 4

DANS VOS VILLES ET VOS VILLAGES

> pages 21 à 27

SALON DE L'AGRICULTURE :

- 86 médailles pour les producteurs du 64 > page 27

SAVOIR-FAIRE LOCAL :

- Art of Soule met le Japon à ses pieds > page 28

## Le financement de l'entreprise ? « chronophage » mais indispensable...

Prêt bancaire, recours à des investisseurs, à Bpifrance, aux internautes... Chaque entrepreneur élabore sa propre solution pour trouver un financement. La démarche, qui se construit rationnellement, prend des formes parfois inattendues ! Témoignages, lors du récent Salon des entrepreneurs.



> page 3

## Loi Pacte et brevets : quelles innovations ?

Le projet de loi Pacte, en fin de parcours législatif, prévoit des aménagements en matière de propriété industrielle. Depuis plusieurs décennies l'économie mondialisée confère à la propriété industrielle une importance cruciale. Sur le total des demandes de brevet d'invention en 2015, seulement 22 % des dossiers sont déposés par les PME françaises, contre 56,8 % pour les grandes entreprises.

> page 5

